

L'exportation des déchets devra encore attendre

L'appel d'offres pour l'export des ordures sur le Continent s'est révélé infructueux. Si le Syvadec et la CdC lancent une nouvelle procédure, cette option est remise en cause par les exploitants des sites d'enfouissement

Personne ne veut des déchets de la Corse. Ou, du moins, pour l'heure, les prétendants ne semblent pas se bousculer au portillon pour les accueillir. Dans un communiqué, le président du syndicat de valorisation des déchets de Corse (Syvadec), François Tatti, l'annonce sans ambages : le premier appel d'offres, lancé le 12 juin dernier par ses services et la collectivité de Corse (CdC) pour l'exportation d'une partie des déchets de l'île, a été déclaré infructueux. Aucune offre n'a été enregistrée, à ce stade, par les services du syndicat mixte.

Réunie à Corte vendredi dernier, sa commission d'appel d'offres a décidé de lancer une nouvelle procédure de recherche de sites de traitement hors de Corse, "dont les modalités seront arrêtées dans les prochains jours après concertation avec la CdC et l'Etat".

Une "solution de repli transitoire", prévue pour pouvoir



Pour l'heure, personne ne veut hériter des déchets de la Corse sur le Continent...

/ ARCHIVES JEAN-PIERRE BELZIT

durer tout de même jusqu'à trois ans, qui avait été validée par le président du conseil exécutif, Gilles Simeoni, au regard de la situation de crise chronique dans laquelle l'île est engluée sur le front des déchets.

"Nous avons encore des capacités de stockage"

Dans les prochaines semaines, au cœur de l'été, le site d'enfouissement des déchets de Vighjaneddu aura at-

teint la capacité maximale fixée par l'administration - 464 000 tonnes d'ordures ménagères.

Une fois cette limite atteinte, l'exportation d'une partie des déchets apparaît comme l'une des alterna-

tives afin d'éviter de précipiter la Corse dans une nouvelle crise.

Pour autant, cette option est remise en cause par les exploitants de sites d'enfouissement. "Nous avons encore des capacités pour traiter les déchets localement, car il y a encore de la place", assure Alexandre Lanfranchi, exploitant du centre de stockage de Vighjaneddu. Il suffit d'augmenter les capacités administratives, ce qui permettrait de répondre aux besoins de traitement pour environ deux années. En revanche, cela serait l'ultime autorisation que nous pourrions obtenir sans avoir recours à un nouveau centre de stockage."

De son côté, l'exploitant du centre de stockage de Vighjaneddu précise qu'il a également monté un projet, actuellement au stade de l'instruction. "Il permettrait de traiter les déchets par du tri, de la valorisation, ainsi qu'une partie à l'enfouissement et à l'export pour certaines matières valorisables,

explique Alexandre Lanfranchi. Ce projet pourrait régler une partie de la problématique. Pourtant, par des pressions politiques, il stagne depuis plusieurs années. Un recours est en cours devant le tribunal administratif pour obtenir un nouveau délai de prorogation. Si le fait qu'il soit porté par un privé pose des difficultés, j'ai indiqué aux représentants du Syvadec et de la CdC que j'étais prêt à me mettre autour d'une table pour le mettre à disposition des acteurs publics... Sans retour de leur part. Or, dans deux ans, nous serons dans une véritable impasse qui ne mérite pas que l'on laisse aujourd'hui de place au doute et aux aléas."

Reste qu'à ce stade, plus de 200 000 tonnes pourraient encore être enfouies sur le site de Vighjaneddu. Un dossier d'extension, en cours d'instruction par les services de l'Etat, a été déposé en ce sens par le Syvadec et la collectivité de Corse.

JULIAN MATTEI